

Le Havre, le 15 septembre 2016

**L'ETAT SE DESENGAGE DE L'EOLIEN EN MER
CONTRE UN CHEQUE DE 60 MILLIONS d'€ :
LES USINES PROMISES AU HAVRE NE DOIVENT PAS ETRE SACRIFIEES AU MONOPOLY !**

Avec la cession annoncée ce jour à l'Espagnol GAMESA largement dominé par l'allemand SIEMENS (poids lourd de l'éolien) de ses parts dans l'opérateur ADWEN qu'il avait créé de toute pièce pour porter une nouvelle filière industrielle créatrice d'emplois dans le domaine de l'éolien en mer, AREVA, donc l'Etat, déserte une nouvelle fois le champ industriel national.

ALSTOM qui détient l'autre partie des marchés des parcs éoliens en mer étant passé dans les mains de l'américain GENERAL ELECTRIC, tous les champs éoliens aux larges des côtes françaises sont donc désormais sous le contrôle de multinationales extérieures.

Ce nouveau renoncement de l'Etat dans le domaine industriel et énergétique est plus qu'inquiétant considérant l'ensemble des enjeux induits par cette nouvelle filière : pour l'environnement, pour l'approvisionnement énergétique national donc pour la future facture des usagers, pour l'emploi qui n'est à ce jour absolument pas garanti.

La construction des nouveaux parcs éoliens est pourtant assortie d'une promesse de l'Etat de créer 2.700 emplois et deux usines au Havre. C'est notamment ce qui a motivé l'implication des élus normands en faveur de ce projet majeur, mais aussi l'apport d'argent public.

La partie de Monopoly qui a suivi vient de rapporter à AREVA un chèque de cession à hauteur de 60 millions d'euros, mais aucune annonce claire concernant le respect des engagements pris sur la filière industrielle, la construction des usines au Havre, la création des emplois ou les formations.

Certains veulent croire aux promesses rassurantes du ministre d'un gouvernement qui désormais se lave les mains de l'avenir de cette filière industrielle, nous préférons pour notre part nous en tenir à la réalité des actes.

De la capacité industrielle actuelle de SIEMENS développée notamment à partir de ses usines en Angleterre et en Allemagne, aux menaces de Bruxelles qui pourrait voir dans cette opération un risque de position trop dominante de la multinationale allemande sur ce marché, les incertitudes restent de mise. Donc la mobilisation aussi !

Suite aux nombreux appels que nous avons lancé et encore dernièrement au début de l'été, la communauté havraise semble désormais unie et en marche pour obtenir le respect des engagements, donc des emplois promis. Le courrier que nous avons reçu de la Direction du Grand Port Maritime du Havre suite à notre interpellation va également dans ce sens.

Il ne s'agirait donc pas que sur les simples mots d'un ministre qui, de fait, n'est plus impliqué dans ce dossier, cette mobilisation se disperse ou s'atténue avant d'obtenir l'embauche effective des premiers salariés normands des usines havraises dédiées à l'éolien en mer.

Nous continuerons pour notre part à multiplier les démarches et actions pour que les paroles débouchent bel et bien, cette fois, sur du travail, à défaut de quoi les futurs parcs éoliens ne devront pas se réaliser. Nous y veillerons dans les deux cas.

Jean-Paul LECOQ

Maire de Gonfreville l'Orcher

Conseiller Départemental du Havre

Nathalie NAIL

Conseillère municipale du Havre

Conseillère communautaire

Jean-Louis JEGADEN

Président du groupe Le Havre à Coeur

au Conseil municipal du Havre